

Prise de parole pour le 28 décembre.

Ce 19 décembre, un barrage a lâché. La loi Immigration a été votée main dans la main entre la “majorité” présidentielle, la droite et l’extrême droite. Loin de régler quoi que soit aux désordres du monde, à l’exil face aux guerres et au changement climatique, à la crise de l’accueil et ses conséquences, la loi sur l’immigration, la plus régressive depuis des décennies, consacre la préférence nationale, remet en cause le droit du sol et les droits fondamentaux affirmés dans le préambule même de notre constitution, issu du Conseil national de la résistance. C’est un recul intolérable et les mesures prévues par cette loi sont directement issues du programme de l’extrême droite. Elles rompent avec notre modèle démocratique et social en stigmatisant les personnes étrangères qui vivent en France. Le texte voté est un désastre moral, une trahison de notre Histoire, de ce qu’est notre pays et l’esprit des Lumières, et une reddition devant l’extrême droite qui peut légitimement évoquer une victoire idéologique.

Les conséquences de cette loi sont dramatiques dans tous les secteurs. Dans l’éducation par exemple, pour les élèves qui subiront la perte des allocations familiales ou seront privés du droit à vivre en famille. Les élèves, qui sont nés sur le territoire français de parents étrangers, ne pourront obtenir facilement la nationalité française : c’est une régression insupportable.

Le gouvernement prend un risque démocratique immense en faisant sienne les propositions de l’extrême droite, celui de fracturer la société, diviser les travailleurs et la jeunesse. Nous exprimons notre plus vive inquiétude quant à la progression de l’extrême droite et de sa politique de rejet et de haine dans la société. L’adoption de cette loi par le Parlement revient à saborder les valeurs de la République. Celles-là même que la société doit pourtant transmettre à tous les enfants et jeunes vivant en France. Liberté, égalité et fraternité ne peuvent être des mots vides de sens, ils doivent s’inscrire dans le réel.

Nous, syndicats et associations présents demandons que cette loi xénophobe, raciste et discriminatoire ne soit pas promulguée.